

Rapport Bockel : la récurrence nauséabonde...

Le Secrétaire d'Etat à la Justice, Jean Marie Bockel, vient de remettre le rapport que lui avait commandé Nicolas Sarkozy après son discours de Grenoble. Intitulé « la prévention de la délinquance des jeunes », il sonne la charge contre les pauvres...

Autour de 15 propositions, ce rapport reprend un certain nombre de préconisations du très contesté rapport Bénisti paru fin 2003, tout en accentuant des dispositions coercitives, répressives et sécuritaires contenues dans la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance. Celle-ci avait déjà été fortement combattue par nombre d'associations, de syndicats et de professionnels de la justice, de l'éducation et du social, psychologues et médecins.

Ce nouveau rapport s'articule autour de 3 chapitres phares : « le soutien à une fonction parentale en crise », « la restauration de la citoyenneté par l'école et sur l'ensemble du territoire de la République » et enfin « la reconquête de l'espace public »... Un véritable réquisitoire contre les pauvres.

Le rapport stigmatise les quartiers populaires, principalement les habitants issus de l'immigration sub-saharienne et du Maghreb, « majoritairement musulmanes », « les familles recomposées ou monoparentales », en prise à « la crise de la paternité », évidemment concepteurs d'enfants potentiellement délinquants. Sans doute pour « replacer le père [...] au cœur de l'autorité » où « dans certaines familles d'origine maghrébine, la mère joue à l'égard des garçons un rôle de surprotection néfaste à l'acquisition des interdits républicains », le rapport préconise donc « des stages parentaux ». Il s'agit de « développer un véritable programme de coaching parental », ainsi que de « gène-



PHOTO: M. MIGNÉAU

L'inverse non plus (cf. les affaires de cet été).

raliser le contrat de responsabilité parentale », le tout assorti d'éventuelles suspensions ou suppressions d'allocations familiales, ou de « faciliter le recours aux poursuites pénales pour les parents défaillants ».

Concernant l'école, il reprend l'idée du très controversé rapport de l'INSERM – « les troubles de conduite » – paru en 2005, en proposant « un repérage précoce des enfants en souffrance » dès l'âge de 2-3 ans.

A l'école « creuset républicain », il reviendrait de « restaurer la citoyenneté » où s'intégrerait dès le plus jeune âge « la notion de règle », en s'appuyant par ailleurs sur « l'intensification des échanges d'informations entre les équipes pédagogiques, la police et la justice... ». Afin de « mieux ouvrir l'école aux familles pour leur intégration », il s'agira simplement de « rendre obligatoire la participation des parents signalés (!) à une mise à niveau linguistique et républicaine ».

La guerre contre l'ennemi intérieur

Pour « la reconquête de l'espace public », « entre les mains des ennemis de l'ordre... et de la laïcité », où

« des bandes de filles [mimeraient] des conduites jusqu'à présent masculines », et pour qui sera conçue et mise en œuvre « une politique de prévention et d'action ciblée », l'autorité judiciaire, partie intégrante de l'espace public, devra « descendre dans les quartiers », et s'inscrire « comme membre à part entière du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ». De son côté, le maire verrait ses pouvoirs de police renforcés. Alors,

il faudra « mieux utiliser les forces disponibles pour restaurer l'ordre public ». Il s'agirait donc, « dans un objectif de reconquête des territoires », de « faire revenir l'éducateur de rue dans l'espace public », de « créer un lien entre éducateurs et policiers en affirmant l'unité de la politique de prévention », et enfin de « créer les conditions d'un bénévolat citoyen ».

Finalement, ce nouveau rapport sur la prévention de la délinquance ne fait que reprendre de dangereux

poncifs qui ont cours depuis une vingtaine d'année, en stigmatisant les habitants des quartiers populaires, en associant difficultés sociales et éducatives à délinquance, et délinquance à immigration, tout en développant le contrôle social et le fichage des populations en difficulté et en obligeant à la « coopération » et au partage d'informations à différents niveaux.

Par contre, à aucun moment il n'est fait référence à la crise actuelle, qui ne fait qu'augmenter la pauvreté, aggraver la précarité et l'exclusion, exploser les inégalités. Aucune mention aux atteintes faites aux droits des femmes, aux discriminations racistes et antimusulmanes que subissent toute une partie de la population, habitants des quartiers populaires pour qui d'ailleurs l'accès aux droits sociaux fondamentaux n'existe quasiment pas. Car, en même temps, le gouvernement démantèle les services publics, à commencer par les services de santé, de prévention et de pédopsychiatrie. Et les suppressions de postes se poursuivent dans l'éducation nationale comme dans la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse) en milieu ouvert...

Toutes raisons qui justifient que les organisations associatives et syndicales, les personnalités et professionnels qui se sont retrouvés au sein du Collectif National Unitaire de Résistance à la Délation cherchent à organiser des actions en réponse à ce fumeux rapport ! ●

HERVE HEURTEBIZE,
SECRETARE NATIONAL SNUCLIAS/FSU,
LE 13 NOVEMBRE 2010.

